

## Introduction

Dès sa naissance, le féminisme, quels que soient les courants, pose la question de la pluralité humaine, ou plus exactement la question du non-respect de la pluralité humaine. L'exigence de l'égalité entre hommes et femmes, comme celle, plus subversive, de la liberté des femmes et de leur autodéfinition, visent en effet cette atteinte à la pluralité humaine qu'est la bicatégorisation hiérarchique selon le sexe. Si la théorie féministe a apporté une des plus précieuses contributions à l'analyse des processus de stigmatisation et d'infériorisation sociales, si — dans leurs meilleurs moments — les mouvements féministes ont dénoncé toute hiérarchie et catégorisation, leur cible fut et demeure la domination de genre qui constitue les femmes comme groupe à part, hétéronome. La centralité de l'antagonisme de sexe tend ainsi à obscurcir les autres antagonismes et rapports de pouvoir qui traversent le groupe des femmes, gommant ce qui les divise au profit de ce qui les unit : ce qui, d'une part, permet de penser et de construire *les femmes* comme sujet collectif de leur libération, mais, de l'autre, empêche de s'interroger sur la diversité des conditions requises pour que cette libération soit celle de *toutes* les femmes. Et comment distinguer *les femmes* en tant que groupe constitué par la domination, des femmes sujet politique de l'abolition de celle-ci ?

Comme il arrive avec d'autres mouvements politiques et sociaux (ouvriers, antiracistes, etc.), on a tu pendant longtemps la diversité constitutive des femmes. Malgré la déconstruction de la catégorie normative « la femme » et en dépit de la critique systématique de ses effets homogénéisateurs qui empêchent *les femmes* d'accéder à la dignité de l'individu, les présupposés im-

plicités qui fondent l'universel « femmes », tels qu'on les trouve dans les analyses féministes, masquent un grand nombre d'expériences et induisent une difficulté à décliner la diversité des modes de l'assujettissement des femmes.

La prise de conscience d'une telle difficulté fut plus tardive en France que dans d'autres pays d'Europe et d'Amérique. Ce numéro propose ainsi d'examiner ce retard en privilégiant une de ses dimensions longtemps délaissée par le féminisme en France : l'imbrication des dominations sexiste et raciste. Cette question a bouleversé le paysage politique du féminisme dans plusieurs pays — en particulier en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Elle acquiert aujourd'hui une actualité toute particulière, devant les réticences des traditions républicaines à se confronter à un passé colonial qui, pour avoir été nié et refoulé, revient sans cesse miner l'effort de comprendre et la volonté de combattre avec efficacité la persistance actuelle du racisme. Loin d'être propre au féminisme, cette question divise aujourd'hui le mouvement des femmes comme le reste des mouvements politiques. Les conflits au sujet du foulard islamique sont révélateurs des passions qu'elle soulève et des formes que revêt aujourd'hui la dénonciation du colonialisme français.

L'objectif de ce numéro est de permettre une confrontation avec d'autres expériences politiques et contributions théoriques, notamment celles du *black feminism* américain, dont la production est encore peu connue en France<sup>1</sup>. Rien n'est plus éclairant que les confrontations, non pas tant pour mesurer les écarts mais pour mieux cerner les enjeux propres à chaque situation. Une partie des textes présentés ici constitue une introduction au *black feminism* et aux questions théoriques et politiques qu'il a posées. Comment penser l'entrecroisement des rapports sociaux, notamment de genre et de « race » qui occupe, au cours des dernières décennies, une place centrale dans les débats du féminisme américain consécutifs aux interpellations des féministes afro-américaines et des femmes des autres groupes minoritaires ?

---

<sup>1</sup> Peu de traductions ont été publiées, citons néanmoins l'ouvrage récent sous la direction de Françoise Collin et Pénélope Deutscher (2004), avec une contribution de Patricia Williams. Heureusement plusieurs projets sont en cours pour combler cette lacune, notamment dans la « Bibliothèque du Féminisme », les *Cahiers du CEDREF* et *Nouvelles Questions féministes*.

Comment combattre les effets conjoints du sexisme et du racisme sans recourir à la bonne vieille méthode qui classe les modes de domination en termes de principal et de secondaire ?

Nous publions le texte, devenu classique, de Kimberlé W. Crenshaw sur les violences conjugales dans les communautés afro-américaines, qui traduit bien les dilemmes et les difficultés que posent ces questions ainsi que la nécessité d'inventer des outils théoriques pour les penser : son concept « d'intersectionnalité » a pour objectif de répondre aux débats sur l'articulation des rapports de domination qui affaiblissent les discours et les pratiques contre le sexisme et le racisme ; l'intersection des dominations doit être pensée comme étant *elle-même une structure de domination*.

Cependant, il ne s'agit pas d'interroger les interrelations entre racisme et sexisme pour s'y enfermer, mais au contraire pour débattre la question de l'ensemble des divisions. Il s'agit en effet ici d'éclairer les enjeux théoriques et politiques de la pluralité et de la diversité constitutives des femmes en tant que groupe. Constitutives non pas tant au sens d'appartenances ou d'identités fixes (de couleur, de classe, de sexualité, d'origine culturelle ou religieuse, nationale, etc.) qu'il faudrait réconcilier, mais surtout au sens de la variété des configurations concrètes et historiquement spécifiques de la domination que produit sans cesse l'articulation de rapports sociaux de nature et d'origine diverses, comme au sens de la pluralité des subjectivités et des identités développées dans cette dynamique complexe.

L'historicité des clivages qui s'opèrent au sein du féminisme est ainsi fondamentale : pour un grand nombre des féministes européennes la grande division fut entre féministes « bourgeoises » et féministes « socialistes », ou plus exactement selon un clivage de classe. Si cette dimension, qui est évoquée par plusieurs articles de ce numéro, n'est pas directement abordée, ce n'est pas parce qu'elle serait moins pertinente, mais parce qu'en France l'articulation sexe/classe a été à l'origine d'une importante réflexion. Dans les années 1970, la question de la priorité des luttes de classes ou des luttes de femmes est un thème récurrent des féministes et de leurs adversaires. D'une part, la tendance « luttes de classe » tient une place importante au sein du Mouvement de libération des femmes et ses militantes par-

ticipient d'une certaine pérennité des revendications féministes dans les années 1980 ; d'autre part, les travaux des sociologues féministes du travail et de la famille convergent pour souligner la *transversalité* des rapports sociaux de sexe et de classe (Collectif 1984). La question des liens entre capitalisme et patriarcat est ainsi largement débattue en France, comme dans d'autres pays : peut-on définir l'articulation de systèmes hétérogènes ou au contraire doit-on mettre en avant la consubstantialité des rapports sociaux (Kergoat 2000) ? Ces recherches ont éclairé la façon dont la position de classe est aussi une position de sexe, comme le montre la précarité du travail féminin, la pauvreté au féminin... L'enjeu pour les féministes est aujourd'hui d'analyser comment, à travers la dualisation de l'emploi féminin et les politiques économiques et sociales qui accompagnent ses transformations, se font jour des intérêts divergents, sinon contradictoires, entre femmes diplômées, femmes non qualifiées, femmes du Nord, femmes du Sud. Il est alors essentiel de comprendre selon quelles modalités certaines femmes participent de ces rapports de domination. Ce qui souligne, s'il en était besoin, combien le féminisme n'est pas une position donnée, qui correspond à une situation objective, mais un *positionnement*, la construction d'un projet *politique* en vue d'une transformation sociale.

Le « s » ajouté au mot « Féminisme » du titre de ce numéro a également ce sens : rappeler qu'en tant que mode d'agir politique, le féminisme est non seulement traversé par la diversité des rapports de pouvoir, mais qu'il n'est pensable qu'au pluriel parce que les femmes, qui en sont le sujet privilégié, sont... des animaux politiques comme tout le monde en ce qu'elles participent de la division du monde, constitutive du politique. L'article de Dominique Fougeyrollas-Schwebel nous le rappelle avec force. Il offre une lecture des divisions à l'intérieur du féminisme en France sur le choix des stratégies politiques et met en lumière la centralité des références marxistes dans les années 1970. S'opposer ou se revendiquer d'un marxisme authentique est alors déterminant pour se prévaloir d'une véritable pratique de rupture avec les pratiques de domination. Si, comme le rappelle également Éléonore Lépinard, la question de *la* différence, quelle que soit la façon dont elle est conceptualisée, est centrale dans le projet féministe, dans sa dimension théorique comme dans sa

dimension politique, l'affrontement théorique et politique des féministes sur cette question s'éclaire également par les controverses dominantes propres à une époque.

C'est précisément un tel éclairage que nous offre l'article de Nancy Fraser qui établit la généalogie des conflits théoriques du féminisme américain, issus des interpellations des féministes afro-américaines et des femmes d'autres groupes minoritaires. Fraser rappelle que « *les luttes de genre se déroulaient sur le terrain plus large de la société civile, là où sont contestés de façon simultanée de multiples axes différentiels, à l'intersection de divers mouvements sociaux* » (p. 38). Inscrite dans une perspective de philosophie politique, sa réflexion vise les implications théoriques et politiques de « l'intersection des différences » et met le doigt sur la difficulté d'associer une politique de reconnaissance avec l'exigence de justice sociale. Son tableau du potentiel critique et des limites des courants anti-essentialistes et multiculturalistes, qui se sont affrontés au cours des dernières décennies aux États-Unis, s'avère d'un grand intérêt pour les débats actuels en France : à l'encontre d'un anti-essentialisme radical qui met dans le même sac toute identité, Fraser rappelle qu'il y a des revendications d'identité susceptibles d'étendre la démocratie et d'autres qui au contraire s'opposent à la démocratisation de la société. La question serait alors de savoir lesquelles de ces « différences » une société démocratique devrait accueillir et lesquelles elle devrait au contraire s'efforcer d'abolir. Car, comme le souligne à juste titre Fraser, les différences ne peuvent se développer librement que sur la base de l'égalité sociale.

Derrière l'intérêt croissant pour le *black feminism* et plus généralement de l'attrait qu'exerce le multiculturalisme dans un pays marqué par la rhétorique faussement universelle de la République, se dessinent en filigrane les insatisfactions et les dilemmes face à notre impuissance à développer en France une politique antiraciste *féministe*. Une impuissance d'autant plus déroutante que c'est dans ce pays où l'on a vu naître des analyses rigoureuses des mécanismes de catégorisation de sexe et de race<sup>2</sup> qui vont au delà de la métaphore ou de l'analogie traditionnelles entre sexe et race. C'est cette impuissance qu'analyse

---

<sup>2</sup> Cf. les contributions théoriques pionnières de Colette Guillaumin.

Éléonore Lépinard. Affirmer la consubstantialité de la hiérarchisation raciste et sexiste, souligne-t-elle, n'est pas suffisant pour penser et rendre visible la configuration particulière du sexisme et du racisme qui s'abat sur les femmes immigrées ou françaises issues de l'histoire de l'esclavage et de la colonisation. Malgré des apports théoriques importants et quelles que soient ses tendances, le féminisme français n'a pas su développer les outils nécessaires pour penser la division interne aux femmes, comme le montre l'homogénéisation du groupe « femmes » qu'on a observée dans les argumentaires en faveur de la parité ou sur l'affaire du voile. L'institutionnalisation des études féministes sur un mode minoritaire a contribué à faire obstacle à des débats féconds sur les présupposés des théories féministes. D'où le « malaise dans le concept » qui appelle à repenser cette fois-ci le statut théorique et politique du « sujet femmes » dans toute sa diversité.

Ce n'est pas là une tâche facile. Elsa Dorlin le rappelle dans l'examen qu'elle fait des concepts dont on dispose pour penser la diversité des femmes et de leur historicité. Si le paradigme arithmétique de « double » ou « triple » oppression additionne celles-ci sans penser leur imbrication, le paradigme géométrique de l'intersection a pour sa part tendance à figer les relations de pouvoir et à sectoriser les mobilisations collectives. Le concept d'intersectionnalité a ainsi du mal à penser un rapport de domination mouvant et historique, sans cesse reformulé, et risque de ce fait de perpétuer le discours dominant qui enferme les sujets dans des identités prédéterminées. En prenant ce discours à la lettre, que se soit pour l'inverser ou le parodier, on risque de renaturaliser ces groupes construits par l'oppression en une myriade de sous-catégories (les femmes noires, les femmes voilées, les femmes migrantes...) qui deviennent des préalables aux luttes. Refusant le dilemme entre raciaiser le féminisme ou dénaturiser le sexe, Elsa Dorlin souligne que l'invention d'un autre langage politique de la résistance, des résistances, dépend de notre capacité à agir et à nous penser comme *sujets politiques en devenir*.

C'est aussi l'importance de la subjectivité et des résistances que souligne l'article de Sonia Dayan-Herzbrun. L'analyse de la domination ne doit pas esquiver celle de la construction des

subjectivités trop souvent occultées par les sciences sociales et politiques, surtout quand elle ne correspond pas aux modes de subjectivation connus en Occident. Partant de l'exemple du Moyen-Orient, l'auteure insiste sur le besoin de distinguer le féminin et le masculin des femmes et des hommes réels, les rituels et les codes, des pratiques effectives bien plus complexes. Le féminisme comme pensée et pratique de l'émancipation ne peut se passer de mettre en évidence les pratiques de résistance et de les comprendre dans leur spécificité historique : la construction même du privé et du politique étant différente de celle de l'Occident, il est prioritaire de prendre en compte l'investissement politique du privé en se mettant à l'écoute de ce que disent et font celles qui sont généralement catégorisées du côté des dominées.

Les textes rassemblés ici mettent l'accent sur une représentation du féminisme comme projet politique ; chacun à sa façon aborde les tensions inhérentes à cette entreprise. « *À quelles conditions est-il acceptable de penser avec des opérations logiques ou cognitives qui sont les mêmes que celles de la domination ?* » (Dorlin, p. 93). Le féminisme n'est pas une position donnée mais une solidarité à construire, ne présupant pas de voie univoque pour l'atteindre. S'opposer à l'enfermement des catégories de la domination impose créativité politique et réflexive. C'est à cette recherche de créativité que la lectrice et le lecteur sont conviés.

À cela s'ajoutent trois contributions hors champ. Celle de Ludovic Gaussot fait écho à nombre de questions évoquées dans le dossier. Il est admis que la transformation des rapports sociaux de sexe a fait surgir de nouvelles problématiques en sciences sociales. Encore faut-il souligner qu'elles ont été formulées, le plus souvent, par des chercheuses féministes. Se pose donc la question de l'incidence d'un point de vue situé, voire engagé, sur la connaissance produite. Pour l'auteur, la rupture à l'égard du « sens commun » ou de la pensée dominante constitue une nécessité. Il postule que c'est la remise en cause politique des normes sexuées qui a permis d'analyser les rapports de domination hommes/femmes dans une optique scientifique et examine ce qu'il en est dans les domaines du travail et de la sexualité.

Carme Alemany Gómez et Carmen Mozo González ont mené, en Espagne, une recherche sur le harcèlement sexuel dans trois secteurs professionnels. L'enquête donne à voir les efforts des femmes pour garder le silence sur ce type d'agressions ou du moins pour en banaliser les effets. Dans un but préventif, certaines s'habillent discrètement ou évitent les rapports avec certaines personnes. D'autres répondent de manière insolente pour les ridiculiser. Mais aucune n'envisage de dénoncer publiquement les faits. Parmi les facteurs d'explication figurent la précarité des conditions de travail, la crainte des représailles ou du rejet par le collectif, ainsi que la tolérance de la hiérarchie (et de certaines femmes) face à de tels comportements ; mais aussi le fait que les femmes agressées n'ont pas conscience que de tels actes appellent une réponse collective.

María-Angeles Durán, quant à elle, s'intéresse au travail non rémunéré et aux bouleversements induits par le vieillissement de la population quant à la prise en charge des personnes dépendantes, assumée avant tout par les femmes. À partir d'enquêtes longitudinales réalisées en Espagne depuis dix ans, l'auteure souligne l'urgence pour les pouvoirs publics de répondre à des besoins exponentiels ne pouvant être satisfaits que s'ils sont externalisés et rémunérés en bonne partie. Le modèle qu'elle a élaboré à ce propos — l'échelle de Madrid — constitue une base fort utile pour procéder à des études prospectives susceptibles d'anticiper la demande et de mettre en place les infrastructures nécessaires ainsi que les formations professionnelles indispensables.

Dominique Fougeyrollas-Schwebel,  
Éléonore Lépinard et Eleni Varikas

## Références

- Collectif (1984). *Le sexe du travail. Structures familiales et système productif*. Grenoble, PUG.
- Collin Françoise, Deutscher Pénélope (eds) (2004). *Repenser le politique. L'apport du féminisme*. Paris, Campagne première « Les Cahiers du GRIF ».
- Kergoat Danièle (2000). « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe ». In Hirata Helena *et al.* (eds). *Dictionnaire critique du féminisme*. Paris, PUF [2<sup>e</sup> éd. 2004].